

Sarkozy ne rassure pas Gandrange

SIDÉRURGIE

Le président promet des investissements de l'État pour sauver le site d'Arcelor-Mittal. Une annonce qui choque, s'agissant d'un groupe privé largement bénéficiaire.

À METZ

Les sidérurgistes de l'usine Arcelor-Mittal de Gandrange, qui est menacée de fermeture partielle, ont accueilli avec une satisfaction teintée de scepticisme la visite hier du chef de l'État sur le site mosellan. Sur le fond, les inquiétudes demeurent. « *Le chef de l'État a évoqué à plusieurs reprises l'hypothèse d'un repreneur. Or, l'intersyndicale s'est positionnée contre cette perspective, qui couperait Gandrange du groupe Arcelor-Mittal* », souligne Franco Paddeu, élu CFDT du comité d'entreprise. Par ailleurs, l'annonce du chef de l'État, qui s'est engagé à financer « *tout ou partie* » des mesures susceptibles de sauver le site, laisse les salariés perplexes. Plusieurs hypothèses, allant de la rénovation de l'outil existant à la construction d'une aciérie neuve, seraient à l'étude – pour des montants allant de

30 à 100 millions d'euros. « *Nous nous interrogeons quant à la possibilité légale de faire financer par l'État les investissements d'un groupe privé* », souligne Franco Paddeu. Il est vrai qu'un tel apport devrait être assimilé à une aide d'État, et comme telle soumise au feu vert de Bruxelles. La perspective scandalise même certains. « *Avec 6,5 milliards d'euros de bénéfices, le groupe Mittal a les moyens de financer les investissements utiles à la pérennisation du site* », souligne Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional de Lorraine.

LEXAMEN DU CONTRE PROJET PROLONGÉ D'UN MOIS

Côté positif, en revanche, l'intersyndicale a appris que le délai de deux mois accordé par Arcelor-Mittal le 28 janvier pour examiner le contre-projet élaboré par les syndicats était prolongé d'un mois. Le cabinet comptable Syndex aura ainsi jusqu'à mai – et non pas début avril – pour proposer des alternatives à la fermeture de l'aciérie et du train à billettes, qui entraînerait 595 suppressions de poste sur un effectif de 1.018 personnes. Les salariés ont également apprécié de voir le chef de l'État prendre date, s'engager à étudier les possibilités, puis à revenir à Gandrange. Une telle implication relève du jamais-vu, admettent les syndicats. ■

PASCALE BRAUN